



Pourquoi sommes nous à CHATEAU-SALINS et à SARREBOURG?



La CGT boycotte les CTP et dénonce la mise en place des premiers SIP.

Metz, le 6 mars 2009

Aujourd'hui se tiennent les CTP qui doivent instituer les premiers SIP en Moselle.

Pour la CGT, la fusion DGI/ DGCP obéit à des choix politiques et de société qui sont loin, très loin, de la volonté affichée d'un meilleur accueil des usagers et d'une amélioration de la qualité du service public économique, fiscal et financier.

Le cœur de cible des restructurations en cours reste principalement l'emploi public. Ce sont 29 suppressions d'emplois à la DGFIP en Moselle : 14 au Trésor et 15 aux Impôts pour l'année 2009.

Ces atteintes à l'emploi public s'opèrent également par la modification du statut de la Fonction Publique (projet de loi de mobilité et modification des règles de gestion).

Par exemple, est instituée pour tous les agents de l'Etat, quelle que soit leur catégorie, la modulation du traitement avec la prime à la performance et au résultat. Les effets réduiront à néant à l'horizon 2012, pour de nombreux agents des impôts ou du Trésor, l'actuelle harmonisation indemnitaire DGI/DGCP.

Concernant le plan de déploiement des SIP, nous rejetons les orientations de l'administration qui nous sont actuellement imposées. Elles nourrissent l'ambition d'une division du travail avec front-office et back-office, sous la dictature des indicateurs et avec l'exigence de rentabilité des missions de service public. Elles veulent faire de l'encadrement actuel les « managers opérationnels », porteurs des « valeurs » de l'entreprise.

Cette réforme est menée à l'aveuglette et avec précipitation. M.PARINI ne respecte pas ses propres engagements pris dès le mois de juin 2008 dans la circulaire de mise en œuvre des SIP, qui comprenaient notamment un bilan contradictoire du fonctionnement des sites préfigurateurs avant la fin 2008 et la garantie d'un dialogue social de qualité. Le directeur général ne tire aucune conséquence concrète des difficultés dans la mise en place des SIP. Au contraire, le calendrier effréné se poursuit comme annoncé, dans la précipitation et l'urgence. Nous allons droit dans le mur, et ce sont les agents qui vivent les réalités au quotidien qui vont en faire les frais.

La CGT n'a jamais été pour le statu quo concernant nos missions, leurs périmètres et l'organisation du réseau.

Nos propositions d'Hôtel des Finances et de maisons des finances sont plus que jamais pertinentes pour la continuité du service public républicain, pour l'aménagement du territoire et des quartiers, pour le développement des missions.

Nous continuons d'affirmer toute la validité de la séparation ordonnateur comptable, comme nous continuons d'affirmer qu'il est possible de décroiser nos administrations, de réfléchir à une nouvelle présence territoriale, à construire des coopérations entre différentes administrations.

Ces propositions s'appuient résolument sur le développement et la reconnaissance des qualifications des agents, sur l'amélioration des conditions de travail, sur l'égalité d'accès et de traitement des usagers.

L'accueil conjoint, chacun dans ses compétences, et l'utilisation des nouvelles technologies peuvent permettre d'améliorer la qualité de nos services et la disponibilité de ceux-ci.

L'accueil commun, le front et back office, la concentration sur des points d'entrée unique appelés SIP tournent le dos à cette opportunité.

LE 19 MARS, TOUS EN GREVE et à la MANIFESTATION 15 HEURES PLACE MAZELLE A METZ